



La fermeté saoudienne envers la mosquée divise

Reprise en main Les propos tenus par le superviseur du centre genevois divisent les fidèles et rassurent les autorités genevoises.



Sophie Roselli



Colère, incompréhension, perplexité ou satisfaction. Autant dire que le recadrage annoncé hier, dans nos colonnes, de la grande mosquée par son superviseur saoudien, le nouveau secrétaire général de la Ligue islamique mondiale (LIM), ne laisse personne indifférent à Genève.

Mohammed bin Abdulkarim al-Issa a déclaré que «les employés de la mosquée qui sont fichés S en France» vont quitter l'institution (*lire ci-contre*). Deux imams et le responsable de la sécurité, de nationalité française, sont visés. Contactés hier, aucun d'entre eux n'a retourné nos appels.

«J'ai eu un choc»

Dans la salle de prière, dirigée par l'un des religieux concernés, pas un mot n'a été prononcé sur le sujet. «Pour le personnel de la mosquée, c'est un tremblement de terre. Tout le monde est sous le choc!» témoigne un fidèle, souhaitant rester anonyme. Preuve en est la réaction épidermique d'un employé croisé devant le bâtiment: «Avant de prendre une décision, le secrétaire général aurait dû discuter avec les personnes qu'il vise et savoir pourquoi elles sont accusées de radicalisation. Ce sont des innocents. C'est du racisme. C'est une injustice totale!»

À la sortie du prêche, suivi par quelque 2500 personnes, les avis sont très partagés. Kamel, un Genevois de 61 ans, cadre dans une société américaine, estime que «les fiches S ne veulent rien dire car elles n'existent pas en Suisse». Il ne voit pas le problème. Même sentiment de la part de Yousuf, étudiant genevois: «J'ai eu un choc en découvrant la nouvelle. Il n'est pas acceptable de vouloir licencier des imams qui n'ont jamais posé problème et ont toujours montré comment cohabiter avec d'autres religions.» Toute autre réaction d'un Genevois de 34 ans: «Personnellement, je n'adhère pas aux idées des deux imams concernés. Rien ne bouge depuis des années dans cette fondation, alors oui, j'espère un vrai changement. J'aimerais que cette mosquée soit au-dessus de tout soupçon.»

D'autres fidèles n'avaient pas connaissance des polémiques agitant l'institution depuis plus de deux ans. «S'il y a des éléments perturbateurs, ils ne doivent pas rester. Parce que si des employés véhiculent une très mauvaise image de l'islam, nous musulmans sommes les premiers touchés», estime un Français d'une quarantaine d'années.

«Pour la transparence»

Un homme a conscience de la situation complexe de la mosquée du Petit-Saconnex qu'il a contribué à créer en 1978: son ancien porte-parole, Hafid Ouairi. Connu pour ses prises de position critiques envers la LIM, qui l'avait mis à la porte en 2007, le Genevois a accepté un entretien avec le nouveau secrétaire général, lors de sa visite à Genève la semaine passée. «Il m'a demandé mon point de vue pour améliorer la situation de la mosquée. J'ai insisté sur le fait qu'elle devait être gérée en toute transparence, en se conformant aux lois suisses, et en développant le dialogue avec les autorités genevoises.»

Il salue les déclarations publiques «courageuses» du superviseur saoudien: «Il bouscule des habitudes ancestrales portées jusqu'à maintenant par des personnes d'un certain âge qui avaient peur du changement. Espérons que les décisions aillent dans le bon sens pour qu'un site comme celui de Genève soit géré par des responsables crédibles et reconnus, issus de la société occidentale.» A-t-il été approché pour jouer un rôle dans l'équipe à venir? «Si un changement en profondeur se réalise, que la LIM redonne une certaine indépendance au lieu en nommant une majorité de Suisses au conseil de fondation, je n'hésiterai pas à apporter mon savoir, ma connaissance et mes compétences pour contribuer à ce que ce site redevienne un espace de dialogue et d'ouverture pour la société dans sa diversité.»

Les autorités genevoises, elles, observent avec attention ce qui s'apparente à un tournant dans l'histoire de cette mosquée. Invité à rencontrer Mohammed bin Abdulkarim al-Issa, le conseiller d'État chargé de la Sécurité et de l'Économie, Pierre Maudet, s'est entretenu avec lui le 8 novembre, pendant une heure. «Il a été à l'écoute de tout ce que les autorités genevoises voulaient lui dire. Nous l'avons rendu attentif aux problèmes liés à l'organisation et aux finances de la fondation, qui n'est pas que religieuse, aux aspects légaux à respecter, mais aussi à la sécurité. Il m'a confirmé vouloir prendre des mesures fermes et m'a demandé de ne pas hésiter à le contacter directement si nous avons des difficultés avec la fondation. Et cela en présence du directeur général. C'était un peu surréaliste...»

Très attentif à la situation, le magistrat espère que les paroles vont se transformer en actes. «Des questions sont désormais ouvertes. Elles concernent, entre autres, le personnel.»

Avez-vous apprécié cet article?

Oui

Non

(Tribune de Genève)



42



5



14



15



0